



HAL
open science

Edito : Un nouveau casse-tête politique à l'issue des élections générales du 23-J

Olivier Lecucq

► **To cite this version:**

Olivier Lecucq. Edito : Un nouveau casse-tête politique à l'issue des élections générales du 23-J. 2023, pp.2-4. hal-04255567

HAL Id: hal-04255567

<https://univ-pau.hal.science/hal-04255567v1>

Submitted on 24 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un nouveau casse-tête politique à l'issue des élections générales du 23-J

Un nouveau casse-tête politique où l'Espagne a sans doute plus à perdre qu'à gagner, et dont elle se serait bien passée. C'est ce à quoi aboutissent les élections générales qui ont eu lieu le 23 juillet (23-J) dernier. Les résultats sont en effet tellement partagés que le processus qui se déroule en ce moment pour permettre l'investiture du président du Conseil implique nécessairement des tractations et des accords entre les deux principaux partis, *Partido Popular (PP)* et *Partido Socialista Obrero Español (PSOE)*, et les autres forces politiques. Et, à supposer qu'il y en est une, quelle que soit l'issue des négociations, il y a fort à parier qu'elle entrainera l'Espagne sur une pente périlleuse, soit en offrant à l'extrême droite (*Vox*) une place dans la majorité de gouvernement, soit, plus sûrement, en reconduisant la présidence de Pedro Sánchez avec son lot de promesses en faveur des mouvements indépendantistes, catalans en particulier (*Junts* et *Esquerra Republicana de Catalunya*). Bref, le spectre d'« une majorité frankenstein », selon la formule suscitée lors de la précédente investiture de Sánchez, se profile à nouveau et il rend pour le moins incertain le jeu politique. Qu'on en juge !

350 est le nombre de sièges au Congrès des députés (équivalent de l'Assemblée nationale française). A l'issue des élections du 23-J, la répartition entre les divers partis se présente ainsi : 136 sièges pour le *PP*, 122 pour le *PSOE*, 33 pour *Vox*, 31 pour *SUMAR* (ex *Podemos*), 7 pour *ERC* (*Esquerra Republicana de Catalunya*), 7 pour *JUNTS*, 6 pour *EH Bildu* (*Euskal Herria Bildu*), 5 pour *EAJ-PNV* (*Eusko Alderdi Jeltzalea – Partido Nacionalista Vasco*), et 1 chacun pour trois derniers partis nationalistes (*BNG*, *Bloque Nacionalista Galego* ; *Cca*, *Coalición Canaria* ; *UPN*, *Unión del Pueblo Navarro*). Pour avoir la majorité, et donc espérer l'investiture qui est proposée par le Roi (Felipe VI), il faut une majorité absolue de soutien de 176 sièges ; sachant qu'il peut y avoir un second tour n'exigeant que la majorité relative, mais ce cas de figure n'est pas, en l'occurrence, envisageable car comment imaginer un gouvernement qui aurait en face une majorité absolue de parlementaires de ferme opposition (sur l'ensemble du dispositif, voir les articles 170 à 172 du Règlement du Congrès accessible sur le site web de l'assemblée : congreso.es).

Compte tenu de ces résultats électoraux, le Roi Felipe VI a proposé la candidature pour l'investiture de Alberto Núñez Feijóo, le chef du *PP*, le monarque s'étant résolu à désigner celui arrivé en tête, et la date de votation est fixée au 27 septembre, dans quelques jours à l'heure où nous écrivons. Pourtant, chacun s'accorde (y compris dans les rangs du *PP*) pour considérer que les chances d'une telle investiture sont minces, pour ne pas dire sans espoir, l'idée première de Feijóo de proposer une collaboration avec le *PSOE* étant mort-né tant les dissensions entre les deux grands partis sont fortes. La configuration est donc celle-ci : Feijóo peut compter sur l'appui de *Vox* et du député élu de l'*UPN*, qui se sont prononcés en ce sens, mais, avec cet assemblage, on atteint seulement 170 voix (136 + 33 + 1), sachant que *Cca* a fait savoir qu'il ne soutiendrait pas le *PP* si ce dernier accepte la collaboration avec *Vox*. Pour espérer atteindre la majorité absolue, il faudrait que Feijóo s'adjoigne les voix d'au moins un autre (grand) parti nationaliste, catalan ou basque. Les négociation entreprises en ce sens par le leader de droite ont cependant toutes échoué, avec un certain fracas. Comment, du reste, pourrait-il en être autrement au vu de la farouche opposition du *PP* à tout processus d'autonomisation, *a fortiori* d'indépendance, revendiqué avec toute autant de force par les responsables nationalistes catalans (*Junts* et *ERC*), soutenues par les partis basques ? Et le fossé creusé entre les deux n'est pas prêt de se réduire à l'heure (24 septembre) où un rassemblement à

Madrid aura lieu à l'appel du *PP* pour protester contre Sánchez et contre l'amnistie (en faveur des condamnés indépendantistes du *Procès*, voir notamment le numéro de la *Lettre ibérique*) que ce dernier pourrait consentir (voir ci-après), manifestation à laquelle participeront les anciens présidents du Conseil, Mariano Rajoy et José María Aznar, ce dernier n'étant, semble-t-il, pas étranger à l'appel à la mobilisation de la « masse critique nationale » contre une possible amnistie et pour dire à Sánchez « ça suffit ». Quoi qu'il en soit du succès de cette démarche populaire, on le voit, l'investiture de Feijóo est hautement improbable. A tel point d'ailleurs que, du côté adverse, on critique vertement l'obstination de Feijóo à espérer l'emporter, Sánchez et ses troupes ne manquant pas une occasion de fustiger une campagne « nocive », provoquant « la paralysie » et « faisant perdre du temps à l'Espagne », alors que Yolanda Díaz (chef du parti *Sumar* et 2^{ème} vice-présidente du gouvernement) va jusqu'à dénoncer « une fraude constitutionnelle », Feijóo ayant, selon elle, pour seul objectif de « faire tomber un gouvernement qui n'est pas encore né ».

Dans ces conditions, c'est la perspective d'une investiture, et donc du renouvellement, de Sánchez qui se profile bien davantage. Mais, comme lors du précédent sacre du président du Gouvernement, l'investiture aura comme coût politique de devoir céder, à nouveau, à une partie au moins des revendications nationalistes, et, ce faisant, de maintenir l'Espagne dans une confrontation permanente centre/périphérie, qui l'a déjà meurtrie depuis l'ouverture du *Procès* voilà plus de dix ans et qui risque d'aggraver les fractures au sein du peuple et des responsables espagnols, comme d'ailleurs du peuple et des responsables politiques catalans. Car si Sánchez est, en définitive, de nouveau investi, c'est qu'il aura pu de nouveau négocier le soutien des partis indépendantistes basques et surtout catalans, sans lequel, les chiffres le disent, tout succès est impossible. Calcul rapide, en effet, pour l'emporter : 122 (*PSOE*, - 1 après la révocation d'un député) + 31 (*SUMAR*) + 7 (*ERC*) + 7 (*JUNTS*) + 6 (*EH Bildu*) + 5 (*EAJ-PNV*) = 177. Or, en l'occurrence, qui dit négociations, dit nécessairement concessions, car, et c'est particulièrement vrai du côté de *Junts* qui le clame haut et fort, l'appui consenti à Sánchez aura un prix consistant à satisfaire les revendications que les nationalistes portent, avec force et constance, depuis plus d'une décennie. Dans l'immédiat, il s'agirait de voter une amnistie destinée à effacer les délits (de sécession et autres) pour lesquels nombre de responsables catalans ont été condamnés (voir notamment le numéro de la *Lettre ibérique*), amnistie qui permettrait au surplus à ceux, comme Carles Puigdemont, ayant échappé jusqu'à présent à la justice espagnole pour avoir fui à l'étranger, de ne plus être inquiétés. Ce qui voudrait dire aussi qu'avoir un comportement, individuel et collectif, de nature clairement sécessionniste ne serait plus condamnable. Au-delà de cette forme de « dépenalisation » de l'action sécessionniste, c'est aussi, au fond, la perspective, certes lointaine, mais tout de même visible, de l'organisation d'un référendum d'autonomie, pour ne pas dire de sécession, qui se dessine.

Pedro Sánchez a beau faire preuve de prudence sur tous ces sujets, en donnant par exemple consigne à ses équipes de ne pas évoquer l'amnistie, et plus encore un dessein référendaire d'auto-détermination, ou en promettant un projet politique « en pleine cohérence avec la Constitution », sous-entendu dans les limites et le respect de l'unité de l'Espagne prescrits par le texte suprême, les démarches autonomistes sont à l'évidence au cœur des tractations et on voit mal comment Sánchez ne pourrait pas céder en ce sens en contrepartie de l'appui nationaliste. Outre les propos très conciliants qu'on a déjà pu entendre du côté de *SUMAR*, on remarquera d'ailleurs qu'un premier pas a été effectué vers les nationalistes ce 21 septembre grâce à l'approbation de la réforme du Règlement du Congrès permettant l'usage des langues officielles au sein de l'Assemblée... et provoquant l'ire de l'opposition de droite.

Toutefois, rien n'est moins sûr car Sánchez se trouve dans une situation on ne peut plus compliquée. D'un côté, il a besoin du soutien des nationalistes pour arriver à ses fins, ce qui suppose donc des

concessions, mais, d'un autre côté, il ne peut pas trop promettre sans se renier lui-même sur le respect par exemple de la Constitution, et sans, de plus, provoquer le mécontentement, voire la ferme désapprobation, dans ses rangs mêmes, comme le laisse imaginer les prises de position très critiques à l'encontre du président du Conseil des anciens leaders socialistes, Felipe Gonzalez et Alfonso Guerra, à propos notamment de l'éventuelle amnistie, ce dernier allant jusqu'à affirmer que ce n'est pas lui « le dissident » du *PSOE*, mais bien Sánchez.

On comprend dès lors que la prudence de Sánchez s'explique aussi dans sa volonté de se ménager un « plan B », c'est-à-dire dans le cas où son investiture échouerait et provoquerait l'organisation de nouvelles élections générales (qui interviendraient alors le 14 janvier 2024). Trop concéder, et le montrer avant l'investiture, présente en effet le danger de l'affaiblir en cas d'échec et de la perspective de nouvelles élections.

Un casse-tête politique où l'Espagne a sans doute plus à perdre qu'à gagner, disions-nous. Affaire à suivre de près. **O. L.**